

INSTRUCTION N° 68-17 - B 3
du 6 Février 1968

CLASSEMENT
B 3

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :
n° du
n° du
n° du
n° du

Cette instruction a été abrogée par l'instruction
n° du

GARANTIE PAR L'ETAT DE CERTAINES PENSIONS
ET RENTES VIAGERES
ALLOUEES PAR LES CAISSES LOCALES DE RETRAITE
DE TUNISIE, DU MAROC ET D'ALGERIE

COEFFICIENTS DE REVALORISATION
APPLICABLES A COMPTER DU 1^{er} JANVIER 1968

DOCUMENTS A ANNOTER

Instruction n° 62-114-B 3 du 10 octobre 1962.
Instruction n° 65-50-B 3 du 25 mai 1965, modifiée à compter du 1^{er} janvier 1968.
Instruction n° 67-17-B 3 du 10 février 1967, modifiée à compter du 1^{er} janvier 1968.

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

DIFFUSION
P
5

PGS	TPG	DOM	RF	P	PAA	PGM
PGT	TOM	CLV	PY	PGA	PA	

- 1 Trois arrêtés en date du 20 décembre 1967, pris en application des articles 4 du décret n° 59-1107 du 19 septembre 1959, 3, du décret n° 61-538 du 29 mai 1961 et 5, du décret n° 65-164 du 1^{er} mars 1965, ont porté à compter du 1^{er} janvier 1968 à :
- 220 % en ce qui concerne les pensions concédées en garantie des pensions de la *Caisse de retraite des ouvriers de l'Etat tunisien* ;
 - 229,2 % en ce qui concerne les pensions concédées en garantie des rentes viagères servies par la *Caisse de prévoyance marocaine* ou par la *Caisse des rentes viagères des personnels auxiliaires des administrations publiques du Maroc* ;
 - 229,2 % en ce qui concerne les pensions concédées en garantie des pensions allouées aux *personnels de certains services concédés du Maroc et de Tunisie*,
- les coefficients de revalorisation applicables pour la détermination du montant de ces pensions.

Il sera fait application de ces coefficients à l'occasion du règlement des arrérages trimestriels venant à échéance les 6 et 9 avril 1968. Les Comptables supérieurs assignataires se conformeront à cet effet aux dispositions prévues, d'une part, au paragraphe 25 de l'instruction n° 62-114 - B 3 du 10 octobre 1962 et, d'autre part, au paragraphe 8 de l'instruction n° 67-17 - B 3 du 10 février 1967, par lesquelles ont été précisées les conditions d'attribution et de paiement des pensions de l'espèce.

- 2 En ce qui concerne les pensions garanties concédées au profit des retraités tributaires du *Fonds spécial des ouvriers d'Algérie* le coefficient de revalorisation, applicable également avec effet du 1^{er} janvier 1968, a été fixé à 137 %.

Il sera fait application de ce coefficient à l'occasion du paiement des arrérages venant à échéance les 6 et 9 avril 1968, et les comptables supérieurs assignataires se conformeront à cet effet aux dispositions prévues au paragraphe 18 de l'instruction n° 65-50 - B 3 du 25 mai 1965 qui a fixé les règles applicables au paiement de ces pensions.

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique :

Le Sous-Directeur,
P. PÉPIN.